

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 114

Loi modifiant la Loi des accidents du travail et
d'autres dispositions législatives

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. PIERRE MARC JOHNSON

Ministre du travail et de la main-d'oeuvre

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objets:

a) d'apporter des modifications au régime d'indemnisation des travailleurs victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, notamment:

1° en modifiant le mode de calcul des indemnités;

2° en remplaçant les indemnités statutaires de décès par des prestations équivalentes à un pourcentage de l'indemnité à laquelle le travailleur aurait eu droit s'il avait survécu;

3° en reconnaissant un statut de conjoints aux personnes qui vivent maritalement, et le droit à des prestations au conjoint survivant de l'un ou l'autre sexe;

b) d'étendre le champ d'application de la loi à l'industrie agricole et de préciser le statut de l'artisan et du travailleur bénévole;

c) de simplifier le système de classification des employeurs en créant des secteurs d'activités économiques et en répartissant les diverses industries en unités et en classes d'unités à l'intérieur de chacun de ces secteurs;

d) d'étendre les pouvoirs de la commission en matière de réadaptation;

e) d'étendre l'exonération de responsabilité civile applicable à l'employeur d'un travailleur, à tous les employeurs assujettis à la loi; le recours est cependant maintenu contre un employeur autre que l'employeur du travailleur lorsqu'il a commis une faute de nature criminelle;

f) de prévoir la conversion d'une rente en un capital lorsque cette rente est inférieure à \$60 par mois;

g) de fixer des montants minima aux rentes payables au conjoint survivant et aux enfants, de permettre leur revalorisation annuelle et, pour fins de l'établissement des prestations de

décès, de permettre la revalorisation du dernier revenu du travailleur qui décède après une longue période d'incapacité;

h) de clarifier la notion de maladie professionnelle pour permettre à la commission d'indemniser les travailleurs qui, sans être incapables de gagner leur salaire intégral, sont atteints dans leur intégrité physique;

i) d'accroître le montant des amendes imposables en cas d'infraction;

j) de reconnaître le droit pour les travailleurs visés dans la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières, à une expertise médicale devant un comité de trois experts présidé par un médecin spécialiste agréé à partir d'une liste approuvée par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre;

k) de reconnaître le droit, pour un travailleur et un employeur, d'être représenté par une personne autre qu'un avocat devant la commission, ses bureaux de révision ou la division des accidents du travail de la Commission des affaires sociales;

l) de préciser le pouvoir de la commission d'adopter des règlements;

m) d'effectuer des modifications de concordance et de terminologie.

Art. 1. Les modifications proposées ont pour but de remplacer certaines expressions désuètes par des expressions plus conformes à la réalité.

Projet de loi n° 114

Loi modifiant la Loi des accidents du travail et
d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159) est modifiée:

a) par le remplacement, partout où ils apparaissent, des mots ou expressions, «dépendant» ou «membre de la famille», «ouvrier», «ouvrier ou ses dépendants», «maladie industrielle» et «la province» par les mots ou expressions, «personne à charge», «travailleur», «bénéficiaire», «maladie professionnelle» et «Québec», respectivement et en les adaptant;

b) par le remplacement, dans les articles 6 et 14, dans les paragraphes 3 et 4 de l'article 23, dans les articles 24, 31, 39 et 40, dans le paragraphe 3a de l'article 59, dans l'article 59a et dans le paragraphe 6 de l'article 105, du mot «compensation» par le mot «indemnité» en l'adaptant;

c) par le remplacement, dans les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 3, dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 4, dans l'article 5, dans le paragraphe 2 de l'article 7, dans le paragraphe 1 de l'article 10, dans les articles 11, 16, 17, 19, 20, 22, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 43, 74, 75, dans le paragraphe 1 de l'article 76, dans l'article 76a et dans le paragraphe 2 de l'article 104, dans les paragraphes 2, 3, 4, 5, 8 et 9 de l'article 105, du mot «compensation» par le mot «prestation» en l'adaptant;

d) par le remplacement, partout où elle se trouve, de l'expression «cédule II» par l'expression «annexe B»;

e) par le remplacement, partout où elle se trouve, de l'expression «cédule III» par l'expression «annexe D»; et

Art. 2. *La modification proposée à pour but de préciser le champ d'application de la loi et de l'étendre à l'industrie agricole.*

Art. 3. *La modification proposée a pour objet de remplacer les définitions de la loi.*

f) par le remplacement, partout où elles apparaissent, des expressions «faisant partie de la cédule I», «mentionnée dans la cédule I» ou «comprise dans la cédule I» par l'expression «désignée par règlement».

2. L'article 1 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**1.** La présente loi s'applique à toute industrie ou partie d'industrie, à l'exception des services domestiques lorsque le travailleur est engagé par un particulier pour servir à son domicile, et des activités sportives lorsque le travailleur est un athlète participant.»

3. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1972 et par l'article 1 du chapitre 42 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**2. 1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «accident»: un événement imprévu et soudain, attribuable à toute cause, qui survient à une personne par le fait ou à l'occasion de son travail et qui entraîne pour elle une blessure physique, une maladie physique ou psychique ou le décès;

b) «artisan»: une personne qui, dans le cours de ses affaires, seule, en équipe ou en société, pour son propre compte et sans travailleur à son emploi, exécute un travail;

c) «bénéficiaire»: un travailleur ou une personne à charge;

d) «commission»: la Commission des accidents du travail du Québec établie en vertu de l'article 52;

e) «conjoints»: l'homme et la femme

a) qui sont mariés et cohabitent; ou

b) qui vivent ensemble maritalement et qui au moment de l'accident:

i) résidaient ensemble depuis trois ans ou depuis un an si un enfant était issu de leur union; et

ii) étaient publiquement représentés comme conjoints;

f) «emploi»: une occupation génératrice de revenus exercée dans une industrie;

g) «employeur»: une personne qui, en vertu d'un contrat de louage de service personnel ou d'apprentissage, utilise les services d'un travailleur dans un emploi se rattachant à une industrie; l'employeur qui loue ou prête temporairement les services d'un travailleur demeure l'employeur de ce travailleur pour le temps où ces services sont ainsi loués ou prêtés;

h) «fonds d'accident»: le fonds d'accident établi en vertu de l'article 73;

i) «industrie»: un établissement, une entreprise, un commerce ou un service;

j) «invalidé»: une personne qui est physiquement ou psychologiquement incapable de gagner un salaire;

k) «maladie professionnelle»: une maladie physique ou psychique contractée par le fait ou à l'occasion du travail et reconnue par la commission comme caractéristique d'un travail ou reliée directement aux risques particuliers d'un travail;

l) «personne à charge»:

1° un conjoint;

2° une personne qui est mariée ou, le cas échéant, avait été mariée au travailleur et

i. qui en est séparée de fait ou légalement ou dont le mariage est dissous par un jugement définitif de divorce ou déclaré nul par un jugement en nullité de mariage; et

ii. qui, au moment de l'accident, avait droit de recevoir du travailleur une pension alimentaire en vertu d'un jugement ou d'une convention;

3° un enfant du travailleur, âgé de moins de 18 ans;

4° un enfant du travailleur, âgé de plus de 18 ans, qui fréquente assidûment une institution d'enseignement selon les modalités prévues par règlement, ou qui est invalide;

5° une autre personne liée au travailleur par le sang ainsi que toute personne étrangère qui était à l'égard du travailleur *in loco parentis* ou à l'égard de qui le travailleur était *in loco parentis* et qui, lors de l'accident, vivait entièrement ou partiellement du revenu du travailleur selon les critères prévus par règlement;

m) «prestation»: une indemnité versée en argent, une assistance financière ou un service fourni en vertu de la présente loi;

n) «règlement»: un règlement adopté par la commission et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi;

o) «revenu»: les gains bruts annuels, jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable, établis en vertu de l'article 42, retirés par le travailleur dans l'emploi au cours duquel il a été blessé ou est décédé;

p) «revenu net retenu»: le revenu du travailleur moins les déductions pondérées par tranches de revenus, établis annuelle-

Art. 4. *La section II s'intitule actuellement «DES COMPENSATIONS».*

Art. 5. *La modification proposée est de concordance avec la définition de «prestation».*

ment par règlement, en tenant compte des situations familiales précisées par règlement et en prenant en considération, pour ces fins, la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), la Loi concernant les impôts sur le revenu (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre I-5), la Loi sur l'assurance-chômage (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre U-2) et le Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24);

q) «travailleur»: une personne qui, en vertu d'un contrat de louage de service personnel ou d'apprentissage, exécute un travail moyennant rémunération pour un employeur, y compris:

i. un artisan qui exécute pour une personne exploitant une industrie un travail se rattachant à cette industrie;

ii. un étudiant qui, sous la responsabilité d'une institution d'enseignement, effectue un stage non rémunéré dans une industrie;

iii. une personne qui effectue un travail non rémunéré dans une industrie, dans les cas et selon les modalités prévus par règlement.»

4. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section II par le suivant:

«DISPOSITIONS GÉNÉRALES».

5. L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 52 des lois de 1966/1967 et par l'article 1 du chapitre 52 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants:

«**3.** 1. Un travailleur victime d'un accident a droit aux prestations prévues par la présente loi, sauf,

a) si l'accident ne le rend pas incapable, au-delà de la journée au cours de laquelle l'accident s'est produit, de gagner son salaire intégral dans l'emploi qu'il occupe au moment de l'accident; ou

b) si la lésion est imputable uniquement à son imprudence grossière et volontaire, à moins qu'elle n'entraîne son décès ou lui cause une incapacité grave.

2. Le présent article ne s'applique pas au travailleur qui fait un travail d'occasion ou étranger à l'industrie de l'employeur, sauf lorsque le travailleur est victime d'un accident sur la propriété de son employeur pendant qu'il y accompagne un inspecteur des mines en vertu de l'article 266 de la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34).»

Art. 6. *Les modifications proposées ont pour objet d'étendre de 18 à 36 mois la durée de l'emploi en dehors du Québec et d'étendre les pouvoirs de la commission en matière d'entente sur toute matière relevant de sa compétence.*

Art. 7. *La modification proposée a pour but d'étendre à tout employeur dont l'industrie est assujettie à la loi, l'exonération de responsabilité civile accordée jusqu'à maintenant à l'employeur du travailleur accidenté; cette extension ne s'applique cependant pas lorsque la faute de l'employeur constitue une infraction ou un acte criminel au sens du Code criminel et la modification proposée abolit l'obligation de remboursement des sommes perçues d'un tiers et non utilisées pour les bénéficiaires.*

6. L'article 4 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe a du paragraphe 1 par le suivant:

«a) lorsque l'employeur a une place d'affaires ou une entreprise au Québec et lorsque le travailleur y a sa résidence et son lieu ordinaire de travail, pourvu que la durée de l'emploi en dehors du Québec n'ait pas excédé trente-six mois et qu'il ait été la continuation immédiate d'un emploi au Québec au service du même employeur;»;

b) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. La commission peut conclure, conformément à la loi, avec un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une personne, une entente sur toute matière relevant de sa compétence, en vue de l'application de la présente loi.»

7. L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 60 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**7.** 1. Quand un travailleur subit un accident au cours de son emploi dans des circonstances telles qu'il en résulte pour un bénéficiaire un droit d'action découlant de la faute d'une personne autre qu'un employeur dont l'industrie est assujettie à la présente loi, ce bénéficiaire, s'il a droit à une prestation, peut, à son option, réclamer cette prestation ou exercer ce droit d'action.

Malgré le premier alinéa, un bénéficiaire peut exercer ce droit d'action contre un employeur dont l'industrie est assujettie à la présente loi, autre que l'employeur du travailleur, lorsque la faute de cet employeur constitue une infraction ou un acte criminel au sens du Code criminel.»;

b) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Si un bénéficiaire choisit de réclamer une prestation, l'employeur tenu personnellement de payer cette prestation, ou la commission si la prestation est payable à même le fonds d'accident, selon le cas, est de plein droit subrogé aux droits du bénéficiaire et peut personnellement ou aux nom et lieu du bénéficiaire, exercer tout recours que de droit contre la personne responsable; tout montant ainsi recouvré par la commission fait partie du fonds d'accident. La subrogation a lieu par le seul effet de l'option et peut être exercée jusqu'à concurrence du montant des prestations que l'employeur ou la commission est appelé à payer.»;

c) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

Art. 8. *Le remplacement proposé est de concordance avec l'article 7 du projet de loi.*

Art. 9. *Le remplacement proposé est de concordance avec l'article 7 du projet de loi.*

Art. 10. *La modification proposée vise à éliminer la responsabilité solidaire d'une personne qui n'exploite pas une industrie assujettie à la loi pour le paiement de cotisations dues à la commission par un entrepreneur ou un sous-entrepreneur.*

Art. 11. *La modification proposée a pour objet de permettre à un artisan de bénéficier de la protection de la loi au même titre qu'un employeur ou un administrateur de compagnie.*

«7. Malgré la prescription édictée à l'article 2262 du Code civil, le recours prévu par le deuxième alinéa du paragraphe 1 peut être exercé dans un délai de six mois à compter de la date du jugement final déclarant l'employeur coupable d'une infraction ou d'un acte criminel au sens du Code criminel.»

8. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Malgré toute disposition contraire et malgré le fait d'avoir obtenu une prestation en vertu de l'option visée dans le paragraphe 1 de l'article 7, le bénéficiaire peut, avant que la prescription édictée à l'article 2262 du Code civil ne soit acquise, réclamer, en vertu du droit commun, d'une personne autre que l'employeur du travailleur, la somme additionnelle requise pour former, avec l'indemnité qui lui est due en vertu de la présente loi, un montant équivalent à la perte réellement subie.»

9. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Les recours prévus par les articles 7 et 8 ne peuvent être exercés contre les travailleurs, préposés ou mandataires d'un employeur dont l'industrie est assujettie à la présente loi en raison d'une faute commise dans l'exécution de leurs fonctions.»

10. L'article 10 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

«2. L'employeur qui a, en vertu du paragraphe 1, payé une cotisation ou une prestation, a droit d'être remboursé par l'entrepreneur ou par le sous-entrepreneur jusqu'à concurrence du montant que la commission détermine.

«3. Une personne appelée, dans le présent paragraphe et dans le paragraphe 4, «le principal», exploitant une industrie assujettie à la présente loi, qui fait un contrat avec une autre personne ci-après appelée «l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur», pour l'exécution d'un travail fait en tout ou en partie par cet entrepreneur ou par ce sous-entrepreneur pour le principal, doit s'assurer que la somme que l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur peut être tenu de contribuer au fonds d'accident soit payée, et à défaut, ce principal est conjointement et solidairement responsable du paiement de cette somme envers la commission qui a, pour contraindre le principal à la payer, les mêmes droits et pouvoirs que pour la perception d'une cotisation.»

11. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 52 des lois de 1966/1967, par l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1971, par l'article 1 du chapitre 54 des lois de 1975, et remplacé par l'article 3 du chapitre 42 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**12.** 1. Dans le cas d'une industrie désignée par règlement, l'employeur et tout administrateur d'une corporation, victimes d'un accident, ainsi que leurs personnes à charge, ont droit aux prestations prévues par la présente loi, à condition:

a) que l'employeur ou cet administrateur se soit inscrit ou fait inscrire sur la liste des salaires de l'industrie pour un montant que la commission estime raisonnable et qui ne doit pas excéder le maximum annuel assurable établi suivant le paragraphe 1 de l'article 42;

b) que l'intention d'inclure cet employeur ou cet administrateur d'une corporation au nombre des travailleurs soit démontrée par la liste des salaires et par l'état fourni à la commission en vertu de l'article 82; et

c) que le montant du salaire de cet employeur ou de cet administrateur, tel qu'indiqué dans cette liste des salaires et cet état, soit compris dans l'estimé de l'année.

Pour le calcul de l'indemnité, le salaire de cet employeur ou de cet administrateur n'est pris en considération que jusqu'à concurrence du montant porté à cette liste des salaires et à cet état n'excédant pas le maximum annuel assurable établi suivant le paragraphe 1 de l'article 42.

2. Lorsqu'un artisan exerce ses fonctions dans une industrie désignée par règlement, cet artisan ou, le cas échéant, ses personnes à charge, s'il est victime d'un accident, a droit aux prestations prévues par la présente loi à condition qu'il ait donné un avis écrit à la commission indiquant:

a) la nature et le lieu de son industrie;

b) un estimé des gains bruts annuels provenant de son industrie et n'excédant pas le maximum annuel assurable établi suivant le paragraphe 1 de l'article 42.

3. L'employeur ou l'administrateur d'une corporation qui, le 6 mai 1977, ou, dans le cas de l'artisan qui, le *(insérer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 11 du projet de loi n° 114)*, bénéficie de la protection accordée par les paragraphes 1 ou 2 ou qui s'en prévaut après cette date, continue de bénéficier de cette protection jusqu'à ce qu'il avise par écrit la commission qu'il ne désire plus s'en prévaloir.

Le défaut par l'employeur, la corporation ou l'artisan d'acquiescer à une cotisation selon un avis mentionné dans l'article 91 équivaut à l'avis écrit mentionné au premier alinéa et met fin à la protection accordée en vertu des paragraphes 1 ou 2.»

12. L'article 13 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Art. 13. *Le remplacement proposé est de concordance avec l'article 7 du projet de loi.*

Art. 14. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 15. *La modification proposée est de concordance avec l'article 62 du projet de loi.*

Art. 16. *La modification proposée est de concordance avec le chapitre 42 des lois de 1977.*

«**13.** 1. Aucune action n'est reçue devant une cour de justice pour le recouvrement d'une prestation, que cette prestation soit payable par un employeur personnellement ou à même le fonds d'accident; une réclamation pour une prestation payable par un employeur ou à même le fonds d'accident est du ressort exclusif de la commission, sous réserve de l'appel prévu par l'article 59*b*.»

13. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**15.** Sous réserve des articles 7 et 8, les prestations que la présente loi prévoit tiennent lieu de tous les droits, recours et droits d'action, de quelque nature qu'ils soient, des bénéficiaires contre un employeur dont l'industrie est assujettie à la présente loi, à raison d'un accident subi par le travailleur, et nulle action à ce sujet n'est reçue devant aucune cour de justice.»

14. L'article 18 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Un employeur qui contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est tenu, en outre de toute autre peine prévue par la présente loi, de rembourser au travailleur, sur ordonnance de la commission, le montant qu'il a ainsi déduit du salaire de ce travailleur ou a autrement reçu de celui-ci.»

15. L'article 21 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

«2. L'employeur doit signer l'avis dûment rempli, en remettre une copie au travailleur et lui permettre de prendre connaissance de son contenu avant d'y apposer sa signature.

«3. L'employeur qui ne se conforme pas au présent article ou qui, sciemment, transmet ou fait transmettre une fausse information à la commission, commet une infraction et est tenu, en outre de toute autre peine ou responsabilité qu'il encourt en vertu de la présente loi, de payer à la commission, si elle en ordonne ainsi, le montant des prestations qu'elle peut accorder sur preuve ou informations jugées suffisantes.»

16. L'article 23 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. L'expert qui procède en vertu du présent article ou qui examine le travailleur sur l'ordre de la commission en vertu du paragraphe 1 de l'article 22, doit faire un rapport à la commission constatant l'état du travailleur, sa capacité de travail et, si nécessaire, la nature de son emploi et, dans le cas d'incapacité, la cause et le degré de cette incapacité.»

Art. 17. *Le remplacement proposé a pour but de prévoir qu'un travailleur n'est plus automatiquement déchu de son droit à des prestations lorsque son droit à une indemnité est suspendu en vertu de la loi.*

Art. 18. *La section III s'intitule actuellement «DE LA FIXATION DES COMPENSATIONS».*

Art. 19. *Le remplacement proposé vise à mettre de l'avant un nouveau système d'indemnités en cas de décès.*

17. L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**33.** Lorsque le paiement d'une indemnité est suspendu en vertu des dispositions de la présente loi, la commission peut, lorsque la suspension est levée, verser l'indemnité au travailleur rétroactivement à la date de la suspension.»

18. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section III par le suivant:

«DES INDEMNITÉS»

19. L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 52 des lois de 1966/1967 et par l'article 2 du chapitre 45 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

«**34.** 1. Le décès d'un travailleur donne au conjoint survivant, sa vie durant, et aux autres personnes à charge ou, à défaut de conjoint survivant, aux personnes à charge, à part égales, droit à une indemnité équivalant annuellement à un pourcentage de l'indemnité à laquelle le travailleur aurait eu droit s'il avait survécu et avait été rendu totalement incapable de gagner son salaire intégral dans l'emploi qu'il occupait au moment de l'accident.

2. Le pourcentage visé dans le paragraphe 1 est établi à cinquante-cinq pour cent pour une personne à charge, à soixante-cinq pour cent pour deux personnes à charge et, s'il y en a plus de deux, à soixante-cinq pour cent plus cinq pour cent par personne à charge à compter de la troisième, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent.

3. Les personnes à charge visées dans le sous-paragraphe 4° du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2 sont considérées à charge aussi longtemps que, de la manière prescrite par règlement, ces personnes auraient pu être considérées à charge du travailleur si ce dernier eût survécu.

4. Lorsque le travailleur ne laisse pas de conjoint survivant et qu'il laisse des personnes à charge visées dans les sous-paragraphe 3° ou 4° du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2, l'indemnité de ces personnes à charge, lorsqu'elles sont incapables, est versée à leur tuteur ou à leur curateur ou, à défaut, à une personne désignée par la commission. La personne ainsi désignée a les obligations d'un tuteur ou d'un curateur, selon le cas.

5. Lorsqu'un travailleur laisse un conjoint survivant et d'autres personnes à charge, la commission peut ordonner, dans l'intérêt de ces personnes à charge, que partie de l'indemnité, plu-

Art. 20. La modification proposée est de concordance avec l'article 19 du projet de loi.

tôt que d'être versée au conjoint survivant, soit versée aux personnes à charge ou, le cas échéant, à leur tuteur ou à leur curateur ou, à défaut, à une personne désignée par la commission. La personne ainsi désignée a les obligations d'un tuteur ou d'un curateur, selon le cas.

6. Malgré le paragraphe 1, lorsqu'il y a à la fois des personnes à charge aux besoins desquelles le travailleur pourvoyait entièrement et des personnes à charge aux besoins desquelles il ne pourvoyait que partiellement, la commission peut attribuer à celles aux besoins desquelles il ne pourvoyait que partiellement telle part du montant de l'indemnité qui peut leur être accordée proportionnellement à la perte pécuniaire subie par chacune d'elles. La commission peut payer cette somme en un capital, selon les modalités qu'elle détermine.

7. Lorsqu'un accident cause le décès d'un travailleur, la commission rembourse à la personne qui les a acquittées les dépenses encourues pour les frais funéraires jusqu'à concurrence de \$600, plus les frais de transport du corps dans les cas et pour la somme prescrits par règlement.

La commission accorde, en outre, au conjoint survivant, ou, à défaut de conjoint survivant, aux personnes à charge, à parts égales, une somme de \$500 à titre d'indemnité spéciale.

8. Lorsqu'un travailleur est disparu à la suite d'un accident dans des circonstances qui font présumer son décès, la commission peut reconnaître, pour les fins de la présente loi et jusqu'à preuve du contraire, que le travailleur est décédé et que la date de son décès est celle de l'accident.

9. Sous réserve des paragraphes 6 et 7, l'indemnité prévue par le présent article est versée sous forme de rente payable mensuellement.

10. Lorsque les personnes à charge sont un conjoint ou un conjoint et des enfants visés dans le sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2, la rente mensuelle ne doit pas être inférieure aux montants établis à l'annexe C.

11. Abstraction faite des indemnités prévues par le paragraphe 7 et sous réserve de la revalorisation prévue par l'article 38*b*, le total des rentes mensuelles payables en vertu du présent article ne peut excéder 80% de l'indemnité visée dans le paragraphe 1, sauf dans la mesure permise au paragraphe 10.»

20. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**35.** 1. Le conjoint survivant de moins de trente-cinq ans, ainsi que la personne à charge visée dans le sous-paragraphe

Art. 21. La modification proposée est de concordance avec l'article 19 du projet de loi.

Art. 22. Le remplacement proposé vise à:

a) établir le maximum de la rente pouvant être versée annuellement à un travailleur à 90% de son revenu net plutôt qu'à 75% de ses gains bruts;

b) prévoir la conversion de la rente en un capital immédiatement payable au bénéficiaire dans les cas où la rente à laquelle il a droit est inférieure à \$60. par mois plutôt que dans les cas où le taux de diminution de la capacité de travail d'un travailleur n'excède pas dix pour cent; et

c) inclure dans la loi la table actuarielle selon laquelle la conversion en capital s'effectue.

2° du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2, sans enfant et qui n'est pas invalide, ne sont plus considérés à charge cinq ans après le décès du travailleur, et la part du pourcentage visé dans le paragraphe 2 de l'article 34 à laquelle chacun avait droit n'est plus versée à l'expiration de cette période ou au décès du bénéficiaire, selon l'échéance la plus rapprochée.

2. Le conjoint survivant perd son droit à une indemnité en vertu de la présente loi lorsqu'il se remarie ou qu'il cohabite de façon maritale avec une autre personne pendant trois ans ou, pendant un an si un enfant est issu de leur union, et qu'ils sont publiquement représentés comme conjoints.

Cette disposition s'applique également à une personne à charge visée dans le sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de l'article 2.

3. Dans le cas prévu par les deux paragraphes précédents, le droit à l'indemnité ne peut cependant être éteint avant l'expiration d'un délai de cinq ans après le décès du travailleur.

4. Le bénéficiaire visé dans les paragraphes 1 et 2 doit, sans délai, aviser la commission de tout changement dans sa situation pouvant influencer sur le droit à une prestation ou sur le montant de l'indemnité.»

21. L'article 36 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**36.** L'indemnité due à un enfant s'éteint lorsqu'il atteint l'âge de dix-huit ans, ou à sa mort s'il décède avant cet âge, à moins qu'il ne fréquente assidûment une institution d'enseignement ou qu'il ne soit invalide.

Un enfant de plus de dix-huit ans qui fréquente assidûment une institution d'enseignement ou qui est invalide est considéré à charge aussi longtemps que, de la manière prescrite par règlement, il aurait pu être considéré à charge du travailleur, si ce dernier eût survécu.»

22. L'article 37 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 52 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 1, 2 et 3 par les suivants:

«**37.** 1. Dans le cas d'incapacité totale et permanente résultant d'un accident, le travailleur a droit, sa vie durant, à une rente équivalent annuellement à 90% de son revenu net retenu.

2. Dans le cas d'incapacité partielle et permanente, le travailleur a droit, sa vie durant, à la rente prévue par le paragraphe 1 en proportion du pourcentage de son incapacité.

Art. 23. *La modification proposée vise à prévoir la revalorisation de certaines indemnités et des montants minima des rentes payables à certaines personnes à charge.*

Art. 24. *La modification proposée a pour but de prévoir le remboursement de certains frais pour des vêtements ou des prothèses et orthèses endommagés par le fait ou à l'occasion du travail.*

3. Lorsque la rente prévue par les paragraphes précédents n'excède pas soixante dollars par mois au moment où naît le droit à cette rente, la commission doit, à moins qu'il ne soit pas dans l'intérêt du travailleur d'agir ainsi, convertir la rente en un capital qui lui est payé à l'expiration des délais prévus par les articles 59a et 59b ou lorsque le bureau de révision ou la Commission des affaires sociales a rendu sa décision, selon le cas.

La rente mensuelle à laquelle le travailleur a droit lui est versée jusqu'à sa conversion en un capital conformément à l'alinéa précédent.

La conversion en capital de la rente payable au travailleur est établie en proportion de l'âge du travailleur, sur la base des valeurs mentionnées à l'annexe E.»

23. L'article 38b de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 52 des lois de 1969, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**38b.** 1. Les rentes payables suivant le paragraphe 1 de l'article 34, les paragraphes 1 et 2 de l'article 37, les articles 38 et 38a, le montant prévu par le paragraphe 3 de l'article 37 et les montants minima établis à l'annexe C doivent être revalorisés annuellement, de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

Lorsque le travailleur décède par suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle après une période d'incapacité résultant de cet accident ou de cette maladie, la commission doit, pour la fixation de l'indemnité prévue par le paragraphe 1 de l'article 34, si le revenu du travailleur au moment du décès est inférieur à celui qui a servi de base pour établir l'indemnité antérieure, revaloriser, suivant les dispositions de l'alinéa précédent, le revenu du travailleur qui a servi de base pour établir l'indemnité antérieure.»

24. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39, du suivant:

«**39a.** Un travailleur a droit, dans la mesure où ce bénéfice n'est pas déjà couvert par un autre régime:

a) au remboursement d'une somme dont le montant et les modalités sont déterminés par règlement, pour tenir compte de

Art. 25. Le remplacement proposé vise à prévoir le cas d'une rechute dans l'année suivant l'accident.

Art. 26. La modification proposée est de concordance avec la notion de «travailleur» proposée par l'article 3 du projet de loi.

l'endommagement des vêtements résultant d'un accident ou du port d'une prothèse ou d'une orthèse;

b) au remboursement, dans les cas et pour les montants déterminés par règlement, des coûts de réparation ou de remplacement d'une prothèse ou d'une orthèse brisée ou endommagée involontairement par le fait ou à l'occasion de son travail.»

25. L'article 40a de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**40a.** L'employeur au service duquel se trouve le travailleur au moment de l'accident, dans le cas du premier alinéa de l'article 39, de l'aggravation dans le cas du paragraphe 1 de l'article 40 ou d'une rechute consécutive à un accident antérieur, doit payer à ce travailleur, à l'époque où son salaire lui aurait été normalement versé, l'indemnité visée dans le premier alinéa de l'article 39 ou dans le paragraphe 1 de l'article 40, pour chacun des cinq premiers jours où le travailleur est totalement incapable de travailler, au-delà du jour au cours duquel l'accident, l'aggravation ou la rechute s'est produit.»

26. L'article 42 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 52 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1971, l'article 13 du chapitre 54 des lois de 1975 et par l'article 5 du chapitre 42 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

«**42.** 1. Le maximum annuel assurable est égal à 150% d'une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des douze mois précédant le 1^{er} juillet de l'année précédant l'année pour laquelle le maximum annuel assurable est calculé.

Le maximum annuel assurable est établi au plus haut \$500 et est applicable, pour l'année 1979 et chacune des années subséquentes, à compter du 1^{er} janvier de chaque année.

Lorsque Statistique Canada adopte une nouvelle méthode pour déterminer la rémunération hebdomadaire moyenne pour un mois donné, en modifiant soit la période utilisée, soit le champ d'observation visé, et que la moyenne annuelle calculée selon les données de la nouvelle méthode est supérieure ou inférieure de plus de un pour cent à celle calculée selon les données de l'ancienne méthode, les rémunérations hebdomadaires moyennes à utiliser pour établir la moyenne annuelle pour chacune des années affectées par le changement de méthode sont ajustées par la com-

mission de façon à tenir compte des données selon la méthode utilisée par Statistique Canada le 1^{er} septembre 1977.

Pour l'application du présent paragraphe, la commission utilise les données fournies par Statistique Canada au 1^{er} octobre de l'année au cours de laquelle se termine la période de douze mois qui sert de base au calcul du maximum annuel assurable.

2. La commission détermine le revenu du travailleur en se basant sur ses gains pendant les douze mois précédant son accident si son emploi a duré au moins douze mois au service du même employeur, ou sur ses gains au cours de toute autre période moindre pendant laquelle il a été au service de son employeur, suivant la méthode qu'elle croit la mieux appropriée aux circonstances.

Si, eu égard à la période limitée pendant laquelle le travailleur a été au service de son employeur ou à la nature occasionnelle ou aux conditions spéciales de son travail, la commission ne peut déterminer ses gains d'après la méthode prévue par l'alinéa précédent, elle peut les baser sur les gains d'un travailleur de la même catégorie occupant le même emploi au service du même employeur sur une période de douze mois précédant l'accident, ou, à défaut, d'après les gains d'un travailleur de même catégorie occupant le même emploi dans la même région économique ou dans la même localité sur une période de douze mois précédant l'accident.

3. Lorsqu'un travailleur est à l'emploi de plusieurs employeurs, à tour de rôle, son revenu est celui que, dans l'opinion de la commission, il eut probablement gagné en travaillant uniquement pour l'employeur au service duquel il était lors de l'accident.

4. L'emploi par le même employeur signifie l'emploi dans la catégorie dans laquelle le travailleur était employé lors de l'accident, sans interruption pour cause d'absence du travail due à la maladie ou à toute autre cause inévitable.

5. Dans la computation du revenu d'un travailleur, les sommes que l'employeur avait l'habitude de lui payer pour défrayer certaines dépenses spéciales occasionnées par la nature de son emploi, ne doivent pas être prises en considération.

6. La commission peut, si elle le croit plus équitable, établir le revenu du travailleur sur la base de ses gains horaires au moment de l'accident en tenant compte de la nature et des conditions particulières de son emploi.

7. Pour les fins de la présente loi, la commission établit le revenu:

Art. 27. *Le remplacement proposé est de nature transitoire et vise à préciser le cas de la veuve d'un travailleur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.*

Art. 28. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 29. *La modification proposée abolit la prise en considération de la rente d'invalidité versée à un travailleur en vertu du Régime des rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24).*

Art. 30. *Les modifications proposées sont de concordance et prévoient le remboursement par un employeur de l'annexe B des déboursés en cas d'assistance médicale.*

a) d'un étudiant qui, sous la responsabilité d'une institution d'enseignement, effectue un stage non rémunéré dans une industrie, en se basant sur l'ordonnance de la Commission du salaire minimum en vigueur au jour de l'accident;

b) d'une personne qui effectue un travail non rémunéré dans une industrie, en se basant sur l'ordonnance de la Commission du salaire minimum en vigueur au jour de l'accident ou, si elle le croit plus équitable, sur les gains d'un travailleur de même catégorie occupant le même emploi dans la même région économique ou dans la même localité sur une période de douze mois précédant l'accident.»

27. L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**45.** La veuve d'un travailleur qui, avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 27 du projet de loi n° 114*), avait droit à une rente mensuelle en vertu de l'article 34 tel qu'il existait alors, perd ses droits à cette rente lorsqu'elle se remarie ou cohabite de façon maritale avec un homme pendant trois ans ou, pendant un an si un enfant est issu de leur union, et qu'ils sont publiquement représentés comme conjoints.

La rente de la veuve est alors remplacée par le paiement d'une somme égale au total de la rente pendant deux ans.»

28. L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**46.** La commission peut appliquer, en tout ou en partie, au soutien du conjoint ou des enfants d'un travailleur, la rente à laquelle ce travailleur a droit, lorsque:

a) ce travailleur a quitté le Québec et y a laissé son conjoint ou un ou plusieurs enfants âgés de moins de dix-huit ans sans moyens suffisants de subsistance; ou

b) ce travailleur, quoique résidant encore au Québec, néglige ou fait défaut de pourvoir au soutien de son conjoint ou de ses enfants.»

29. L'article 47a de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 45 des lois de 1971, est abrogé.

30. L'article 48 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Lorsque l'accident survient dans une industrie assujettie à la présente loi, il doit être fourni à la victime toute l'assistance médicale que son cas requiert.»;

b) par le remplacement du paragraphe 7 par le suivant:

Art. 31. *Le remplacement proposé vise à préciser les pouvoirs de la commission en matière de réadaptation.*

«7. Sous réserve des dispositions suivantes, l'employeur ne peut directement ni indirectement, retenir, recevoir ou percevoir d'un travailleur une contribution quelconque pour les honoraires ou dépenses pour l'assistance médicale; un employeur qui enfreint la présente disposition commet une infraction et peut être tenu, sur ordonnance de la commission, en outre de toute autre peine prévue par la présente loi, de rembourser le travailleur du triple du montant ainsi retenu, reçu ou perçu.»;

c) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«13. Sous réserve des paragraphes 10 et 11, les dépenses et déboursés qui peuvent être effectués pour l'assistance médicale sont payés par la commission et prélevés de la manière prévue par la section x.

Lorsqu'un employeur appartient à une industrie mentionnée dans l'annexe B, il doit rembourser ces dépenses et ces déboursés à la commission de la manière qu'elle détermine par règlement.»

31. Ladite loi est modifiée par le remplacement de la section V par ce qui suit:

«SECTION V

«DE LA RÉADAPTATION

«**51.** La commission prend les mesures qu'elle croit nécessaires et fait les dépenses qu'elle croit opportunes pour contribuer à la réadaptation d'un travailleur victime d'un accident ou d'une maladie professionnelle, pour atténuer ou faire disparaître toute incapacité résultant d'une lésion et pour faciliter son retour à la vie normale et sa réinsertion dans la société et sur le marché du travail.

«**51 a.** Dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en matière de réadaptation, la commission peut notamment:

- a) organiser et dispenser des services de réadaptation;
- b) développer, soutenir et stimuler les activités des professionnels de la santé, des établissements de santé, des ministères et de tout autre organisme qui s'occupent de réadaptation et coopérer avec eux;
- c) évaluer les services disponibles pour la réadaptation ainsi que leur efficacité;
- d) faire effectuer des recherches sur des méthodes nouvelles de réadaptation;
- e) s'assurer de l'efficacité des mesures de réadaptation et apporter les correctifs appropriés;

Art. 32. La modification proposée est de concordance avec la Charte de la langue française (1977, chapitre 5).

- f)* diffuser toute information en matière de réadaptation;
- g)* faciliter au travailleur victime d'un accident l'accès à des services de consultation dans le domaine de la réadaptation;
- h)* assurer au travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle l'accès à des services de consultation notamment dans les domaines de l'orientation professionnelle, de la psychologie, du service social et de la main-d'oeuvre, de façon à favoriser sa réinsertion dans la fonction qu'il exerçait avant son accident;
- i)* dans le cas où la réinsertion du travailleur dans la fonction qu'il exerçait avant son accident est impossible, pourvoir à sa rééducation ou à sa formation et lui fournir toute forme d'assistance afin de lui permettre d'accéder à un travail adapté à sa capacité résiduelle;
- j)* assurer l'octroi d'une assistance financière au travailleur atteint d'une incapacité résultant d'un accident ou d'une maladie professionnelle dans les cas où elle le juge utile ou nécessaire à sa réinsertion au travail, pendant un stage de formation, d'éducation ou d'apprentissage ou dans d'autres cas qu'elle détermine par règlement; ou
- k)* dans le cas d'incapacité permanente obligeant le travailleur à séjourner dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), favoriser l'adaptation de son lieu de résidence aux besoins de ce travailleur si une telle adaptation peut lui permettre de quitter l'établissement.

«**51 b.** Les dépenses et déboursés qui peuvent être effectués pour les fins de la présente section sont payés par la commission et prélevés de la manière prévue par la section X.

Lorsqu'un employeur appartient à une industrie mentionnée dans l'annexe B, il doit rembourser ces dépenses et ces déboursés à la commission de la manière qu'elle détermine par règlement.»

32. L'article 52 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 17 des lois de 1966/1967 et par l'article 4 du chapitre 52 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

- a)* par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 1 de la version française et dans la quatrième ligne du paragraphe 1 de la version anglaise, du mot «de» par le mot «du»;
- b)* par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 1 de la version française, des mots «ou «Quebec Workmen's Compensation Commission» »;

Art. 33. *La modification proposée a pour but de préciser la juridiction exclusive de la commission.*

Art. 34. *La modification proposée vise à maintenir le paiement d'une rente pendant la procédure de révision ou d'appel.*

Art. 35. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 36. *La modification proposée vise à permettre à la commission d'adopter un règlement concernant le paiement de certains frais générés par une contestation permise par la loi.*

Art. 37. *La modification proposée est de concordance avec l'article 69 du projet de loi concernant le pouvoir réglementaire.*

Art. 38. *La modification proposée est de concordance.*

c) par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1 de la version anglaise, des mots « «Quebec Workmen's Compensation Commission» or».

33. L'article 59 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 42 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Sans limiter la généralité des dispositions du paragraphe précédent, la commission a juridiction exclusive pour décider:

a) de la nature de l'industrie qu'un employeur exploite, selon ses principales activités;

b) dans quel secteur d'activités économiques et dans quelle unité ou classe d'unités tel employeur, telle industrie ou une partie, un département ou une succursale de telle industrie doit être compris;

c) de toute affaire ou question relative à la classification des industries, à la cotisation des employeurs, à l'assistance médicale, à la réadaptation ou à la prévention.»

34. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59b, du suivant:

«**59c.** Une demande de révision ou un appel en vertu des articles 59a et 59b ne suspend pas le paiement d'une indemnité versée sous forme de rente.»

35. L'article 60 de ladite loi est modifié par la suppression du paragraphe 2.

36. L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**62.** Lors d'une enquête ou d'une audition, la commission peut décider de prendre à sa charge ou ordonner à une partie d'acquitter certains frais dont la nature, le montant ainsi que les cas dans lesquels ils peuvent être adjugés, sont déterminés par règlement.

Pour les fins d'une enquête ou d'une audition tenue par un bureau de révision, la commission peut déléguer généralement à ce bureau les pouvoirs visés dans l'alinéa précédent.»

37. L'article 66 de ladite loi, modifié par l'article 21 du chapitre 26 des lois de 1969, est abrogé.

38. Les articles 70 et 71 de ladite loi sont abrogés.

Art. 39. *La modification proposée est de concordance et a pour but de permettre à la commission de procéder à une nouvelle classification des industries visées par la loi.*

Art. 40. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 41. *La modification proposée est de concordance avec l'article 39 du projet de loi.*

39. L'article 73 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**73.** 1. Un fonds d'accident est établi pour pourvoir au paiement des prestations ainsi qu'à toute autre obligation qui incombe à la commission par la présente loi.

Tous les employeurs, sauf ceux dont l'industrie est mentionné dans l'annexe B, doivent participer au financement du fonds.

2. La commission peut, par règlement, déterminer des secteurs d'activités économiques et définir les unités et les classes d'unités qui y sont rattachées. Elle classe chaque employeur, selon les activités principales qu'il exerce, dans une ou plusieurs unités.

3. La commission fixe annuellement, par ordonnance, les taux de cotisation applicables à une unité ou à une classe d'unités.»

40. L'article 76 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Il n'est pas nécessaire que le fonds de réserve soit uniforme pour toutes les unités ou toutes les classes d'unités mais, sujet aux dispositions des articles 75 et 96, la commission peut établir un fonds de réserve variant d'une unité ou d'une classe d'unités à l'autre.»

41. L'article 77 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**77.** 1. La commission tient des comptes séparés indiquant les montants perçus et dépensés dans chaque secteur d'activités économiques, dans chaque classe d'unités et dans chaque unité, mais pour les fins du paiement des prestations, le fonds d'accident demeure indivisible.

2. Lorsque la commission croit que les accidents dans une industrie sont en partie dus au fait que l'on a négligé de prendre les mesures nécessaires pour les prévenir, ou lorsqu'elle est d'avis que les conditions du travail, les machines ou appareils dans cette industrie sont défectueux ou insuffisants, elle peut, aussi longtemps qu'elle constate que cet état de chose se continue, ajouter au montant de la contribution au fonds d'accident de l'employeur qui exploite cette industrie tel pourcentage qu'elle estime juste et en prélever le montant de cet employeur. La commission peut encore, à sa discrétion, exclure cette industrie de l'unité ou de la classe d'unités dans laquelle elle est comprise et l'ajouter aux industries de l'annexe B.

3. Le pourcentage additionnel prélevé et perçu en vertu du paragraphe 2 est, à la discrétion de la commission, ajouté au fonds

Art. 42. *La modification proposée est de concordance avec l'article 39 du projet de loi.*

Art. 43. *La modification proposée est de concordance avec l'article 69 du projet de loi concernant le pouvoir réglementaire.*

Art. 44. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 45. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 46. *La modification proposée abroge les dispositions relatives à certains rapports exigés des municipalités.*

Art. 47. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 48. *La modification proposée est de concordance.*

d'accident ou appliqué en déduction de la contribution des autres employeurs de l'industrie, de l'unité ou de la classe d'unités à laquelle appartient l'employeur de qui ce pourcentage est perçu.»

42. L'article 80 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**80.** La commission peut, à la demande d'un employeur, ajouter à une unité ou à une classe d'unités, pour telle période de temps et à telles conditions qu'elle détermine, une industrie ou une partie d'industrie que cet employeur exploite.»

43. L'article 81 de ladite loi est abrogé.

44. L'article 82 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Lorsque l'entreprise de l'employeur comprend plusieurs genres d'affaires, la commission peut exiger de cet employeur des états distincts pour chaque genre d'affaires et ces états doivent être faits, vérifiés et transmis conformément au paragraphe 1.»;

b) par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant:

«5. La commission peut, si l'employeur ne produit pas l'état prescrit au paragraphe 1, tarde de le produire ou produit un estimé insuffisant des salaires qu'il doit payer à ses employés, en outre de toute autre peine prévue par la présente loi, condamner cet employeur à payer, selon le cas, une cotisation additionnelle ou des intérêts dont elle fixe le montant.»

45. L'article 83 de ladite loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

46. L'article 84 de ladite loi est abrogé.

47. L'article 85 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**85.** La commission, l'un de ses membres et tout officier ou toute personne autorisée par elle à cette fin, ont droit d'examiner les livres et la comptabilité d'un d'employeur et de faire telle enquête que la commission juge nécessaire aux fins, soit de vérifier si un rapport qui lui a été fourni en vertu de l'article 82 est un état fidèle des matières qu'il doit contenir, soit de s'assurer du montant exact du rôle de la liste des salaires de l'employeur, soit de faire toute autre constatation nécessaire à l'application de la présente loi.»

48. L'article 86 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Art. 49. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 50. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 51. *Les modifications proposées sont de concordance et visent à permettre à une association d'artisans de payer une cotisation globale qui assurera à ses membres la protection de la loi.*

«**86.** 1. Si un état est déclaré inexact, la cotisation est faite d'après le véritable montant de la liste des salaires telle qu'établie par cet examen ou par cette enquête; si l'employeur a été cotisé sur la base de la liste des salaires indiquée dans son état, il doit payer à la commission la différence entre le montant pour lequel il a été cotisé et celui pour lequel il aurait dû l'être si le montant exact de la liste des salaires avait été déclaré, et il est en outre tenu de payer, à titre de peine, une somme égale à cette différence.

2. Si la commission est convaincue que l'état n'a pas été faussé intentionnellement, elle peut faire remise de la peine ou d'une partie de la peine imposée à cet employeur en vertu du paragraphe précédent.»

49. L'article 87 de ladite loi est modifié par la suppression du paragraphe 2.

50. L'article 88 de ladite loi est modifié par la suppression du paragraphe 2.

51. L'article 89 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**89.** 1. La commission doit, chaque année, cotiser les employeurs, autres que ceux exploitant une industrie mentionnée dans l'annexe B, aux taux applicables à l'unité ou à la classe d'unités à laquelle appartient leur industrie, pour pourvoir au financement du fonds d'accident et, notamment:

a) pour payer les prestations de l'année courante à raison de tout accident qui survient aux travailleurs employés dans les industries de telle unité ou de telle classe d'unités;

b) pour rencontrer et payer les dépenses encourues par la commission dans l'administration de la présente loi, au cours de ladite année, ou telle proportion des dépenses à laquelle il n'aura pas été autrement pourvu;

c) pour maintenir un fonds de réserve estimé suffisant par la commission pour rencontrer les prestations à échoir, relativement aux réclamations pour accidents survenus dans cette unité ou dans cette classe d'unités au cours de l'année et éviter ainsi que les employeurs ne soient plus tard injustement obérés par les paiements à faire par suite d'accidents survenus antérieurement.

À cette fin, la commission doit prélever tel pourcentage de l'état des salaires ou telle autre somme qu'elle estime suffisant.»;

Art. 52. La modification proposée est de concordance.

Art. 53. Les modifications proposées sont de concordance et tiennent compte de l'exonération de responsabilité civile accordée aux employeurs assujettis à la loi.

b) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«5. Pour les fins des sections VIII, IX et X, l'artisan visé dans l'article 12 est considéré comme un employeur.

La commission peut, si elle en est requise, considérer une association d'artisans comme un employeur. En pareil cas, la commission cotise l'association pour tous ses membres et ces derniers bénéficient de la protection de la présente loi dans les cas autres que ceux prévus au sous-paragraphe *q* du paragraphe 1 de l'article 2.»

52. L'article 90 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 52 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 45 des lois de 1971, l'article 1 du chapitre 54 des lois de 1975 et par l'article 9 du chapitre 42 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Il n'est pas nécessaire que la cotisation prélevée sur les employeurs d'une unité ou d'une classe d'unités soit uniforme pour tous ces employeurs, mais elle peut varier pour chaque industrie comprise dans une unité ou dans une classe d'unités en raison des dangers inhérents à cette industrie.»

53. L'article 93 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**93.** 1. Lorsque l'insuffisance du montant réalisé à la suite d'une cotisation dans une unité ou dans une classe d'unités provient du défaut de certains employeurs de cette unité ou de cette classe d'unités de payer leur part de cotisation, ou lorsqu'elle résulte d'un désastre quelconque ou d'autres circonstances qui, dans l'opinion de la commission, ont pour effet d'obérer injustement les employeurs de cette unité ou de cette classe d'unités, le déficit ou la perte peut être comblé par une cotisation supplémentaire imposée sur les employeurs de toutes les classes d'unités, et les dispositions de l'article 91 régissent cette cotisation; la commission peut différer l'imposition de telle cotisation supplémentaire jusqu'à la prochaine cotisation annuelle et inclure alors dans cette cotisation annuelle le montant nécessaire pour combler ce déficit.

2. La commission peut, si elle le juge à propos, ajouter à la cotisation imposée à une ou plusieurs unités ou à toutes les classes d'unités, un pourcentage ou un montant additionnel pour créer un fonds spécial qu'elle tient en réserve pour faire face aux pertes causées par un désastre ou par toutes autres circonstances qui, dans l'opinion de la commission, surchargeraient les employeurs d'aucune des unités ou classes d'unités.

Art. 54. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 55. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 56. *La modification proposée est de concordance.*

3. Lorsqu'un employeur emploie un travailleur handicapé par le fait d'un accident antérieur, d'une infirmité congénitale ou d'un état pathologique, la commission peut imputer à un fonds spécial, pour le tout ou pour partie, le coût des dépenses et des prestations relatives à un accident subi par ce travailleur.

4. La commission peut ajouter à la cotisation imposée à une ou plusieurs unités ou à toutes les classes d'unités, un pourcentage ou un montant additionnel pour constituer le fonds spécial visé dans le paragraphe 3.

5. Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident survenu par la faute totale ou partielle d'un employeur dont l'industrie est assujettie à la présente loi, d'un travailleur, préposé ou mandataire d'un tel employeur ou d'une personne conduisant une automobile au sens de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre 68), la commission peut imputer, pour le tout ou pour partie, à un fonds spécial, à l'employeur, à une ou plusieurs unités, ou à toutes les classes d'unités, le coût des dépenses et des prestations relatives à cet accident.

Lorsque l'employeur visé dans l'alinéa précédent est un employeur mentionné dans l'annexe B, la commission lui réclame, pour le tout ou pour partie, le coût des dépenses et des prestations relatives à cet accident.»

54. L'article 94 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Toute somme perçue d'un employeur en vertu du paragraphe 2 est portée au crédit des employeurs de l'unité ou de la classe d'unités à laquelle appartient l'industrie que cet employeur exploite et est déduite de la cotisation suivante.»

55. L'article 96 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«~~96~~. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'opinion que le montant disponible dans le fonds d'accident, y compris les réserves mais à l'exclusion toutefois du fonds spécial, est devenu insuffisant pour faire les paiements des prestations au fur et à mesure qu'ils deviennent échus, et de manière à ne pas obérer injustement à l'avenir les employeurs d'une unité ou d'une classe d'unités en particulier en mettant à leur charge des paiements qui sont dus à raison d'accidents ayant eu lieu les années précédentes, il peut requérir la commission de faire une cotisation supplémentaire pour la somme qui, dans son opinion, doit être ajoutée au fonds d'accidents.»

56. L'article 98 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Art. 57. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 58. *La modification proposée vise à obliger un employeur à aviser la commission dès qu'il commence à exercer ses activités.*

Art. 59. *La modification proposée est de concordance avec l'article 68 du projet de loi.*

Art. 60. *L'intitulé actuel de la section XI se lit comme suit: «DES MALADIES INDUSTRIELLES».*

«**98.** Si une cotisation n'est pas payée au temps prescrit, l'employeur en défaut doit payer à titre de peine un pourcentage du montant impayé qui peut être prescrit par règlement.»

57. L'article 99 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**99.** 1. Tout employeur qui refuse ou néglige de faire et transmettre une liste des salaires, un rapport ou un autre état requis en vertu des articles 82 et 102, ou qui refuse ou néglige de payer une cotisation ou une cotisation spéciale ou supplémentaire, ou le montant d'une cotisation provisoire, ou tout versement ou partie de telles cotisations, doit, en outre des peines et autres obligations auxquelles il peut être soumis, payer à la commission le montant entier ou le capital représentatif tel qu'établi par elle, des prestations dues en raison d'un accident survenu à l'un de ses travailleurs pendant qu'il est ainsi en défaut. Cet employeur peut être contraint de payer ce montant de la même manière qu'il peut l'être pour le paiement d'une cotisation.»;

b) par la suppression du paragraphe 3.

58. L'article 102 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**102.** Un employeur doit, dans les dix jours suivant le début des opérations d'une industrie, donner un avis écrit à la commission indiquant:

- a) la nature et le lieu de l'industrie;
- b) un estimé des salaires pour le reste de l'année;
- c) toute autre information déterminée par règlement.

L'employeur qui ne se conforme pas à l'alinéa précédent commet une infraction et est tenu, en outre de toute autre peine ou responsabilité qu'il encourt en vertu de la présente loi, de payer à la commission les peines visées dans le paragraphe 5 de l'article 82.»

59. L'article 103 de ladite loi est modifié par la suppression du paragraphe 3.

60. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section XI par le suivant:

Art. 61. *La modification proposée a pour but de clarifier la notion de maladie professionnelle pour permettre à la commission d'indemniser les travailleurs qui, sans être rendus incapables de gagner leur salaire intégral, sont atteints dans leur intégrité physique.*

Art. 62. *La modification proposée est de concordance.*

61. L'article 105 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**105.** 1. Lorsqu'une maladie professionnelle cause au travailleur une incapacité ou son décès, pourvu que telle maladie soit due à la nature du travail accompli dans un ou plusieurs emplois durant les douze mois qui ont précédé l'incapacité, le bénéficiaire a droit aux prestations prévues par la présente loi, comme si la maladie était une lésion corporelle provenant d'un accident et comme si l'incapacité était le résultat d'un accident, le tout sujet aux dispositions suivantes; nulle prestation n'est payée si le travailleur, lors de son entrée dans l'emploi, a volontairement et faussement représenté par écrit ne pas avoir auparavant souffert de cette maladie.»;

b) par le remplacement du paragraphe 7 par le suivant:

«7. Lorsque la prestation est payable à même le fonds d'accident, la commission doit prendre les mesures nécessaires pour établir à quelle unité, à quelle classe d'unités ou à quel secteur d'activités économiques telle prestation doit être chargée, et agir en conséquence.»

62. L'article 109 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 42 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Les dépenses effectuées pour ces cliniques sont payées par la commission sur le fonds d'accident et prélevées par voie d'addition à la cotisation de l'unité ou de la classe d'unités à laquelle appartiennent les industries au bénéfice desquelles ces cliniques sont établies.»;

b) par le remplacement des paragraphes 4 et 5 par les suivants:

«4. La commission peut, par règlement, pour une industrie, une unité ou une classe d'unités où, à son avis, les travailleurs sont exposés à l'inhalation de la poussière siliceuse, exiger l'examen médical périodique des travailleurs dans une clinique établie ou subventionnée en vertu du présent article.

«5. Après l'entrée en vigueur d'un tel règlement, aucun employeur d'une industrie y mentionnée ne peut utiliser les services d'un travailleur qui ne lui fournit pas, à l'époque et en la manière fixées par règlement, un certificat attestant qu'il est apte à occuper un emploi pouvant l'exposer à l'inhalation de la poussière siliceuse.»;

Art. 63. *L'intitulé actuel de la section XII se lit «DES ASSOCIATIONS DE PRÉVENTION».*

Art. 64. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 65. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 66. *L'intitulé actuel de la section XIV se lit «DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES».*

c) par la suppression des paragraphes 6 et 7.

63. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section XII par le suivant:

«DE LA PRÉVENTION».

64. L'article 110 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**110.** 1. Les employeurs d'une unité ou d'une classe d'unités peuvent se former en une association pour la prévention des accidents et font des règlements à cette fin.

2. La commission peut, si elle est d'avis que l'association ainsi formée représente suffisamment les employeurs et les travailleurs des industries d'une unité ou d'une classe d'unités, approuver ces règlements qui, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, deviennent obligatoires pour tous les employeurs dans les industries comprises dans une unité ou une classe d'unités.

3. Lorsque l'association, en vertu de ses règlements nomme un inspecteur pour la prévention des accidents, la commission peut selon qu'elle le croit juste, payer en tout ou en partie le salaire de cet inspecteur soit à même le fonds d'accident, soit à même telle partie du fonds qui est au crédit de l'une ou de plusieurs des unités ou des classes d'unités.

4. La commission peut, dans tous les cas et à sa discrétion, contribuer aux dépenses de cette association au moyen d'un octroi spécial.

5. Les sommes ainsi payées par la commission sont prélevées par voie d'addition à la cotisation imposée à l'unité ou à la classe d'unité affectée.»

65. L'article 111 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**111.** Les employeurs d'une unité, d'une classe d'unités, ou d'un secteur d'activités économiques peuvent choisir un comité n'excédant pas cinq employeurs, pour surveiller leurs intérêts dans les questions qui relèvent de la présente loi.

Le comité peut servir d'agent de liaison entre cette unité, cette classe d'unités ou ce secteur d'activités économiques et la commission.»

66. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section XIV par le suivant:

Art. 67. *La modification proposée est de concordance avec l'article 2 du projet de loi.*

Art. 68. *La modification proposée a pour but de regrouper les infractions à la loi et d'accroître les peines en cas d'infraction.*

«INFRACTIONS».

67. L'article 113 de ladite loi est abrogé.

68. L'article 114 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**114.** L'employeur qui contrevient aux articles 18, 21 ou au paragraphe 7 de l'article 48 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins trois cents dollars;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins six cents dollars.

«**114a.** L'employeur qui contrevient à l'article 40a commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende égale au double du montant de l'indemnité qu'il a omis de payer au travailleur, à moins que l'employeur ne prouve que la réclamation du travailleur a été jugée non fondée.

«**114b.** Quiconque, sans raison valable dont la preuve lui incombe, entrave une enquête, un examen ou une audition de la commission, de toute personne désignée par elle ou d'un bureau de révision, ou refuse ou fait défaut de se soumettre à une ordonnance de la commission, de toute personne désignée par elle ou d'un bureau de révision, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins cent cinquante dollars;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins trois cents dollars.

«**114c.** L'employeur qui contrevient aux paragraphes 1, 2 ou 3 de l'article 82, qui fait ou produit, en vue de s'y conformer, une déclaration fausse ou inexacte, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins trois cents dollars;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins cinq cents dollars.

«**114d.** L'employeur qui contrevient à l'article 83 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins cent dollars pour chaque jour de retard.

«**114e.** Quiconque empêche, entrave ou refuse l'inspection prévue par l'article 87 commet une infraction et est passible, en

autre du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq cents dollars.

«**114f.** Quiconque contrevient à l'article 88 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins cent dollars.

«**114g.** Un employeur qui contrevient aux articles 102 ou 103, ou néglige de payer, dans un délai d'un mois à compter de son échéance, une cotisation ou une cotisation spéciale supplémentaire, ou le montant d'une cotisation provisoire, ou tout versement ou partie de telles cotisations, et qui continue après ce délai, et pendant qu'il est encore en défaut, d'exploiter une industrie, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins trois cents dollars par jour;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins six cents dollars par jour.

«**114h.** Un employeur qui contrevient au paragraphe 5 de l'article 109 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins mille dollars;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins deux mille dollars.

«**114i.** Quiconque omet de produire une déclaration requise par la commission ou fait ou produit une déclaration fausse ou inexacte à la commission, ou est partie à une convention contraire à la présente loi, ou viole une prescription de la loi, d'un règlement ou des règlements d'une association de prévention prévue par l'article 110, pour la violation desquels aucune peine n'est spécialement prévue, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins cent dollars;

b) dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins trois cents dollars.

«**114j.** Dans le cas d'une première récidive dans les deux ans, le contrevenant est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur au double des amendes prévues par les articles 114 à 114i.

Pour toute autre récidive dans les deux ans, le montant de l'amende ne doit pas être inférieur au triple des amendes prévues par les articles 114 à 114*i*.

«**114*k***. Si les infractions visées dans les articles 114 à 114*i* ont mis directement en danger la vie ou la santé d'un travailleur, le contrevenant est passible d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur à dix fois les amendes prévues par les articles 114 à 114*i*.

«**114*l***. Le défaut d'un travailleur de se conformer à la présente loi ou à ses règlements, n'exonère pas l'employeur d'une obligation que lui impose la présente loi ou ses règlements.

Le défaut d'un employeur de se conformer à la présente loi ou à ses règlements n'exonère pas le travailleur d'une obligation que lui impose la présente loi ou ses règlements.

«**114*m***. Sauf en cas de récidive dans les deux ans, aucune poursuite n'est intentée en vertu de la présente loi ou de ses règlements à moins que la commission ou la personne autorisée à l'intenter n'ait adressé par la poste au contrevenant un avis préalable décrivant l'infraction et spécifiant l'amende minimum, le montant des frais déterminés par règlement et l'endroit où le paiement doit être fait dans les dix jours suivant l'avis.

Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Après ce paiement, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

L'omission de donner l'avis requis par le présent article ne peut être invoquée à l'encontre d'une poursuite pour infraction et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été donné, ni d'en faire la preuve.

Mais si le contrevenant, lors de la comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite que cet avis ne lui a pas été donné, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

«**114*n***. Les poursuites pour infraction à la loi ou aux règlements sont intentées par la commission ou par une personne qu'elle désigne généralement ou spécialement à cette fin.

La Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique aux poursuites intentées en vertu de la présente loi.

Art. 69. La modification proposée a pour but de remplacer le mot «aveugle» par les mots «handicapé visuel» et de préciser le pouvoirs réglementaire de la commission.

«**114o.** Les poursuites intentées en vertu des articles 114 à 114k ne peuvent l'être plus de six mois après la date de l'infraction.»

69. Ladite loi est modifiée par le remplacement de la section xv par ce qui suit:

«SECTION XV

«DES PRESTATIONS AUX TRAVAILLEURS HANDICAPÉS VISUELS

«**116.** Est considéré comme handicapé visuel, pour les fins de la présente section, celui que sa vue rend incapable d'accomplir un travail pour lequel la vision est nécessaire.

«**117.** Quand le montant total des prestations payables à raison d'un accident survenu à un travailleur handicapé visuel excède cinquante dollars, le surplus est remboursé par le ministre des finances au fonds d'accident ou à l'employeur, selon le cas, à la condition que ce travailleur handicapé visuel ait été, lors de l'accident, employé avec le consentement d'un institut pour handicapés visuels reconnu par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la commission.

«**118.** Le paiement prévu par l'article précédent est fait par le ministre des finances à même le fonds consolidé du revenu sur le certificat de la commission.

«SECTION XVI

«RÈGLEMENTS

«**119.** La commission peut faire des règlements pour:

a) désigner les industries dont les employeurs sont tenus de contribuer au fonds d'accident;

b) préciser les critères selon lesquels un étudiant peut être considéré fréquenter assidûment une institution d'enseignement;

c) définir, dans le cas d'une personne à charge, l'expression «vivre entièrement ou partiellement du revenu du travailleur»;

d) établir les déductions aux fins du calcul du revenu net retenu du travailleur et préciser les situations familiales et les tranches de revenus nécessaires à ce calcul;

e) déterminer les cas où une personne qui effectue un travail non rémunéré dans une industrie peut être considérée comme un travailleur et en préciser les modalités;

f) prescrire le contenu de l'avis que doit transmettre un artisan à la commission en vertu de l'article 12 et en préciser les délais;

g) définir, aux fins du paragraphe 3 de l'article 34 et de l'article 36, les mots «auraient pu être considérées à charge du travailleur si ce dernier eût survécu»;

h) déterminer les cas où des frais de transport du corps d'un travailleur peuvent être alloués et le montant de ces frais;

i) déterminer les cas, le montant et les modalités du remboursement des sommes visées dans l'article 39*a*;

j) préciser, aux fins du paragraphe 13 de l'article 48, les modalités de remboursement, par un employeur mentionné dans l'annexe B, des dépenses et des déboursés effectués par la commission pour l'assistance médicale;

k) déterminer, aux fins du paragraphe *j* de l'article 51*a*, les cas où une assistance financière est accordée au travailleur et en préciser les modalités et les montants;

l) préciser, aux fins du deuxième alinéa de l'article 51*b*, les modalités de remboursement, par un employeur mentionné dans l'annexe B, des dépenses et des déboursés effectués par la commission pour la réadaptation d'un travailleur;

m) déterminer les cas où une partie a droit au remboursement des frais occasionnés par une enquête ou une audition tenue par la commission ou par un bureau de révision, en préciser la nature et en établir les montants;

n) définir les mots et expressions «secteur d'activités économiques», «classe d'unités» et «unité»;

o) établir des secteurs d'activités économiques, des unités et des classes d'unités;

p) déterminer à quelle unité ou à quelle classe d'unités appartient une industrie;

q) déterminer les cas où un employeur peut faire partie de plus d'une unité;

r) établir un mécanisme de révision périodique de la classification des employeurs et des industries;

s) définir la procédure de révision relative à une décision de la commission portant sur la cotisation et la classification;

t) préciser, aux fins de l'article 98, l'expression «un pourcentage du montant impayé»;

u) définir le contenu de l'avis exigé par l'article 102;

v) préciser les cas où la commission peut exiger l'examen médical périodique prévu par le paragraphe 4 de l'article 109;

Art. 70. La modification proposée est de concordance.

Art. 71. La modification proposée a pour but d'inclure dans la loi une table des rentes minima payables à la veuve et aux enfants.

Art. 72. La modification proposée est de concordance avec l'article 69 du projet de loi concernant le pouvoir réglementaire.

w) exiger que lui soit fourni un certificat attestant qu'un travailleur est apte à occuper un emploi pouvant l'exposer à l'inhalation de la poussière siliceuse;

x) déterminer, aux fins de l'article 114*m*, la nature et le montant des frais occasionnés par une poursuite pénale;

y) reconnaître comme caractéristique d'un travail ou reliée directement aux risques particuliers d'un travail une maladie professionnelle autre que celles mentionnées à l'annexe D.

«**120.** Les règlements sont publiés à la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cet avis, ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Ils entrent en vigueur le jour de la publication, à la *Gazette officielle du Québec*, d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, en cas de modification, de leur texte définitif, ou à toute autre date ultérieure fixée dans l'avis ou dans le texte définitif.»

70. Ladite loi est modifiée par la suppression de la Cédule I.

71. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'annexe B, de ce qui suit:

«ANNEXE C

TABLE DES RENTES MINIMA PAYABLES EN 1978 (*article 34, paragraphe 8*).

Conjoint seul	\$227.24
Conjoint et un enfant	\$286.34
Conjoint et plus d'un enfant	\$345.44»

72. Ladite loi est modifiée par le remplacement de la cédule III par ce qui suit:

«ANNEXE D

MALADIES PROFESSIONNELLES

GENRE DE MALADIES	GENRE D'OCCUPATION
1. Ampoules infectées:	Toute occupation comportant continuellement une friction, un frottement ou une vibration.
2. Anthrax:	Manipulation de la laine, du crin, du poil, du cuir et des peaux.
3. Brucellose:	Soin, entretien, abattage, dépeçage et transport de boucherie. Le travail de laboratoire chez un employeur assujetti.
4. Bursite:	Toute occupation comportant friction, pression, irritation ou vibration continue des parties affectées.
5. Dermites:	
6. Empoisonnements et leurs suites:	
<i>a)</i> Arsenic:	Toute occupation comportant l'emploi de l'arsenic ou de ses préparations ou de ses composés.
<i>b)</i> Benzène:	Toute occupation comportant l'emploi de benzène.
<i>c)</i> Cadmium:	Occupation dans tout procédé comportant l'usage ou la préparation du cadmium ou de ses composés.
<i>d)</i> Chrome:	Toute occupation comportant l'emploi du chrome ou de ses composés.
<i>e)</i> Cuivre, nickel, zinc:	Toute occupation comportant l'usage du nickel ou du cuivre, ou la fonte ou l'affinage du zinc.
<i>f)</i> Hydrocarbures chlorés, tétrachlorure de carbone, trichloréthylène, tétrachloréthane, trichloronaphthalène et autres:	Occupation dans tout procédé de leur fabrication ou comportant l'usage de ces substance.

Art. 73. La modification proposée est de concordance avec l'article 22 du projet de loi.

GENRE DE MALADIES	GENRE D'OCCUPATION
<i>g)</i> Mercure:	Toute occupation comportant l'emploi du mercure ou de ses préparations ou de ses composés.
<i>h)</i> Nitro- et amino-dérivés du benzène, phénol et leur homologues (trinitrotoluène, dinitro-phénol, aniline et autres):	Manipulation de nitro- ou amino-dérivés de benzène, phénol ou leurs homologues ou occupation dans tout procédé de leur fabrication ou comportant l'usage de ces produits.
<i>i)</i> Monoxyde de carbone:	Tout procédé comportant l'émanation de monoxyde de carbone.
<i>j)</i> Phosphore:	Toute occupation comportant l'emploi du phosphore ou de ses préparations ou de ses composés.
<i>k)</i> Plomb:	Toute occupation comportant l'emploi du plomb ou de ses préparations ou de ses composés.
<i>l)</i> Vapeurs nitreuses:	Tout procédé au cours duquel se dégagent des vapeurs nitreuses.
7. Maladie de l'air comprimé ou maladie des caissons:	Tout travail fait dans l'air comprimé.
8. Maladies consécutives à l'explosion aux rayons X ou radium ou autres substances radio-actives:	
9. Pneumoconiose (silicose et amiantose):	Exploitation minière, extraction, taille, concassage, dressage ou polissage de la pierre. Fonte, dressage ou polissage des métaux. Poterie.
10. Rétinite:	Soudure à l'arc électrique ou à l'acétylène.
11. Ténosynovite:	

73. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'annexe D, de ce qui suit:

Art. 74. *La modification proposée a pour but de reconnaître le droit, pour un travailleur et un employeur, d'être représenté par une personne autre qu'un avocat devant la commission, ses bureaux de révision ou la division des accidents du travail de la Commission des affaires sociales.*

«ANNEXE E

TABLE DES VALEURS ACTUARIELLES POUR CONVERSION
EN CAPITAL D'UNE RENTE MENSUELLE DE \$1.00

<i>Age</i>	<i>Valeur</i>	<i>Age</i>	<i>Valeur</i>	<i>Age</i>	<i>Valeur</i>
15	168.45	44	137.42	73	65.22
16	168.00	45	135.45	74	62.47
17	167.55	46	133.43	75	59.74
18	167.08	47	131.34	76	57.04
19	166.60	48	129.20	77	54.36
20	166.09	49	127.00	78	51.71
21	165.54	50	124.75	79	49.11
22	165.95	51	122.47	80	46.56
23	165.31	52	120.15	81	44.08
24	163.61	53	117.81	82	41.66
25	162.86	54	115.44	83	39.31
26	162.06	55	113.04	84	37.03
27	161.20	56	110.62	85	34.84
28	160.27	57	108.16	86	32.73
29	159.29	58	105.68	87	30.71
30	158.25	59	103.16	88	28.77
31	157.16	60	100.61	89	26.91
32	156.00	61	98.02	90	25.15
33	154.80	62	95.39	91	23.47
34	153.54	63	92.71	92	21.88
35	152.22	64	89.98	93	20.36
36	150.83	65	87.24	94	18.92
37	149.38	66	84.48	95	17.57
38	147.87	67	81.72	96	16.28
39	146.29	68	78.96	97	15.07
40	144.64	69	76.20	98	13.90
41	142.93	70	73.46	99	12.76
42	141.16	71	70.72	100	11.54
43	139.32	72	67.98	101	9.92

74. L'article 128 de la Loi du Barreau (1966/1967, chapitre 77), modifié par l'article 45 du chapitre 48 des lois de 1969, l'article 72 du chapitre 44 des lois de 1973 et par l'article 55 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, du sous-paragraphe suivant:

«4° La Commission des accidents du travail ou un bureau de révision constitué en vertu de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159) et la division des accidents du travail de la Commission des affaires sociales.»

Art. 75. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 76. *La modification proposée a pour but de reconnaître le droit pour les travailleurs touchés par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières, à une expertise médicale devant un comité de trois experts présidé par un médecin spécialiste agréé à partir d'une liste fournie par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre.*

Art. 77. *Cet article est de concordance avec l'article 76 du projet de loi.*

75. La Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (1975, chapitre 55) est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, du mot «ouvrier» par le mot «travailleur».

76. L'article 12 de ladite loi est modifiée par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Un bureau de révision devant qui une demande de révision d'une décision en vertu du paragraphe 1 de l'article 2 a été formée doit, lorsqu'il en est requis, sur toute question de nature médicale, rendre sa décision sur le rapport d'un comité de trois experts médicaux dont un membre nommé par l'employeur, un membre nommé par le travailleur et un troisième membre choisi par eux à partir d'une liste de médecins spécialistes fournie par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, ou, en cas de mésentente, par la commission.

Les modalités de nomination des membres sont déterminés par règlement.

Les coûts d'une telle expertise sont à la charge de la commission.»

77. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 42 des lois de 1977, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«b) pour déterminer les modalités de nomination des membres d'un comité formé en vertu de l'article 12.»

78. Un appel interjeté devant un conseil d'arbitrage en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'indemnisation des victimes, d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (1975, chapitre 55), tel qu'il existait avant le 1^{er} septembre 1977, qui n'a pas été entendu ou qui n'a pas fait l'objet d'une décision, est à la demande d'une partie, référé à un bureau de révision de la Commission des accidents du travail du Québec pour enquête et audition.

L'article 12 de ladite loi, tel que remplacé par l'article 14 du chapitre 42 des lois de 1977, s'applique en pareil cas.

79. La présente loi s'applique aux bénéficiaires dont le droit à une prestation résultant d'un accident ou d'une maladie professionnelle naît le ou après le (*insérer la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 114*).

Malgré l'alinéa précédent, les articles 17 et 31 s'appliquent aussi aux bénéficiaires dont le droit à une prestation résultant d'un accident ou d'une maladie professionnelle est né avant le (*insérer la date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 114*).

80. Partout où, dans une loi, un règlement, une ordonnance, une proclamation, un arrêté en conseil ou un document, se rencontre l'expression «Commission des accidents du travail de Québec», on doit entendre qu'il s'agit de la «Commission des accidents du travail du Québec».

81. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.